



CASSE DU SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE, PRESSION SUR LES CHEMINOTS, AGISSONS LE 8 JUIN

Depuis des mois, les cheminots sont engagés dans la lutte, sur tous les fronts, tant sur le Service Public Ferroviaire de Voyageurs, comme Marchandises, que sur leurs conditions de vie et de travail.

Lors de l'action régionale des 28 et 29 janvier derniers, aucune négociation sérieuse avec la Direction de l'Entreprise n'a été entamée, pourtant le mécontentement des cheminots est prégnant.

Le dialogue social s'est dégradé à un niveau jamais atteint : les stratagèmes remplacent les échanges constructifs et le mépris remplace les négociations.

Au fur et à mesure des réformes et restructurations successives, Gouvernement et Direction n'ont fait que désorganiser le Service Public Ferroviaire.

Depuis, les cheminots constatent que l'insécurité et les agressions verbales et/ou physiques ne cessent d'augmenter.

Cette politique menée, à marche forcée, par la Direction, crée malaise et colère chez les cheminots qui, malgré leurs efforts, constatent quotidiennement les insuffisances du Service Public.

Le manque d'effectif dans tous les services est une réalité que vivent les cheminots, avec des conséquences concrètes sur les conditions d'exercices des missions de Service Public.

Face à ce constat, les seules réponses apportées par la Direction sont :

- La sous-traitance pour assurer les opérations de travaux sur les voies ;
- L'abus excessif de CDD dans les métiers commerciaux, abaissant de fait le niveau de sécurité ferroviaire, notamment chez les ASCT, et amplifiant aussi la précarisation des emplois ;
- La polyvalence des cheminots sur une seule et même activité censée répondre aux aléas de production mais qui se traduit aussi par un abaissement de la sécurité ferroviaire, des compétences acquises sur les métiers et des droits sociaux des cheminots.

L'Établissement Mono-activité du Train Jaune fait figure, sans complexe, de véritable laboratoire sur la polyvalence, la casse des métiers et la précarisation de l'emploi. Cela représente un pas supplémentaire vers l'éclatement et la dégradation du Service Public.

En première ligne dans cette bataille, la CGT est face à une Direction qui tente, par tous les moyens, d'éteindre les contestations et les mobilisations.

Elle alimente un climat délétère en n'hésitant pas à pointer les premiers responsables de la CGT sur le site.

Ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fait baisser la fièvre !

La pression qui monte dans tous les chantiers devrait amener la Direction à reprendre le chemin d'un dialogue social sincère, constructif et de la réponse aux revendications des cheminots :

- Un plan de recrutement dans l'ensemble des Établissements du GPU sur notre secteur, permettant d'assurer la production ;
- La relance du train Perpignan – Rungis par Fret SNCF ;
- L'arrêt des restructurations prévues sur notre région ;
- La mise en place de mesures pérennes pour garantir l'accès aux locaux de coupures et RHR pour les cheminots de la région de Montpellier ;
- L'augmentation de 20% des primes de travail pour tous les cheminots afin de tenir compte des particularités de la situation sanitaire ;
- L'ouverture de négociations salariales au niveau du GPU.

Dans cette situation inacceptable, seule l'intervention collective des cheminots doit permettre d'inverser les mauvais coups.

C'est pourquoi la CGT appelle les cheminots à se rassembler devant la gare de Villefranche de Conflent,

Le mardi 8 juin 2021 à 11h.

Le Secrétaire de la Fédération CGT des cheminots sera présent.

Un préavis de grève a été déposé par le Secteur CGT des cheminots de Montpellier, du lundi 7 juin, 20h00 au mercredi 9 juin, 8h00, afin de couvrir l'initiative.